



Arrêt

n° 175 527 du 29 septembre 2016
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 30 juin 2016 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 31 mai 2016.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 août 2016 convoquant les parties à l'audience du 13 septembre 2016.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. DESENFANS, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo - RDC), d'origine ethnique muntandu, de religion protestante et êtes apolitique. Vous travaillez en tant que vendeur ambulant sur le marché central de Kinshasa.

Vous avez introduit une demande d'asile en Belgique le 8 octobre 2015. Vous invoquez les faits suivants à l'appui de votre demande d'asile :

Le 20 janvier 2015, à 12h, vous êtes arrêté avec de nombreuses autres personnes au rond-point Victoire alors que vous attendez le bus pour vous rendre au Marché central de Kinshasa. Vous êtes conduit au camp Kokolo.

Le 22 janvier 2015, vers 00h30, vous êtes transféré vers le camp Kibomango pour y effectuer une formation militaire rapide en vue d'aller vous battre à l'Est de la RDC.

Le 23 janvier 2015, vous êtes amené dans un bois à Maluku pour aller creuser une fosse commune.

Après deux mois et une semaine, vous vous évadez du camp de Kibomango grâce à l'aide d'un sergent de la même ethnie que vous. Vous vous réfugiez ensuite chez votre frère durant 6 mois.

Le 4 octobre 2015, vous quittez la RDC en avion, muni d'un passeport d'emprunt et accompagné d'un passeur. Vous arrivez en Belgique le 5 octobre 2015.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général constate que vous n'êtes pas parvenu à établir de façon crédible une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel d'encourir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Tout d'abord, concernant votre minorité alléguée, le Commissariat général renvoie à la décision prise en date du 23 octobre 2015 par le service des Tutelles relative au test médical de détermination de l'âge conformément aux articles 3§2, 2°, 6§2, 1° ; 7 et 8§1 du titre XIII, chapitre 6 de la loi-programme du 24 décembre 2002 relative à la « Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés ». Il ressort de cette décision du 23 octobre 2015 qu'il n'est pas permis de vous considérer comme mineur, le test de détermination de l'âge indiquant que vous seriez âgé de 20,6 ans avec un écart-type d'environ 2 ans. **Je constate que vous n'avez pas introduit de recours contre cette décision, laquelle est devenue définitive.** En conséquence, il est légalement établi que ni les dispositions du titre XIII, chapitre 6 de la loi-programme du 24 décembre 2002 relative à la « Tutelles des mineurs étrangers non accompagnés » ni la Convention internationale relative aux droits de l'enfant ne peuvent vous être appliquées.

En cas de retour, vous dites craindre les soldats de votre pays qui vous recherchent car vous vous êtes évadé de votre camp de Kibomango et connaissez leurs secrets (audition du 18 mars 2016, p. 9). Toutefois, vous n'avez pas rendu cette crainte crédible pour les raisons suivantes.

Il ressort ainsi de l'analyse de votre récit que des invraisemblances et contradictions, portant sur des éléments essentiels de votre demande d'asile, empêchent le Commissariat général de donner foi à vos propos.

Premièrement, à la base de vos problèmes vous déclarez ainsi avoir été arrêté le 20 janvier 2015 sur le rondpoint Victoire, alors que vous vous rendiez au Marché Central pour travailler (audition du 18 avril 2016, p. 11). Questionné sur la raison pour laquelle vous avez été travailler alors que la ville était en proie à des troubles, vous expliquez le faire d'avoir été travailler normalement le 20 janvier car vous n'étiez pas au courant des appels aux journées « ville-morte » de l'opposition, ni des problèmes politiques qui secouaient la capitale (ibid.). Vous justifiez en outre cette ignorance des troubles ayant eu lieu la veille par le fait que vous étiez le 19 janvier au Marché central de Kinshasa en train de vendre votre marchandise, et que vous y avez travaillé sans rencontrer aucun problème (ibidem, p. 17). Vous précisez en outre que vous étiez nombreux ce jour-là (ibid., p. 18). Toutefois, vos déclarations entrent en contradiction avec les informations objectives à disposition du Commissariat général et prennent un caractère invraisemblable au regard de celles-ci. Ces informations indiquent en effet que le Grand marché de Kinshasa était déserté suite aux trois jours de manifestation du 19, 20 et 21 janvier 2015, et que les étals étaient presque vides le 19 janvier (voir *faide Informations sur le pays*, document 2 et 3). Il nous est dès lors impossible de croire vos propos selon lesquels vous avez travaillé de manière tout à fait normale ce 19 janvier 2015 en compagnie de nombreux autres commerçants, sans jamais avoir rien remarqué d'anormal ni entendu parler des manifestations ayant lieu au même moment dans Kinshasa. Il apparaît en outre tout à fait invraisemblable que vous n'ayez pas été au courant des événements qui avaient lieu dans Kinshasa à ce moment-là, et que vous vous soyez à nouveau rendu tout à fait normalement à votre travail le lendemain, le 20 janvier 2015, tout en ignorant toujours les problèmes qui perturbaient la capitale. Ceci est d'autant plus vrai que vous dites qu'en rentrant de votre marché, il n'y avait plus de circulation et que les commerçants avaient fermé leurs « shops » en entendant qu'il y avait un mouvement (audition du 18 avril 2016, p. 17). Confronté à ce fait, vous n'avez pu fournir d'explications. Vous vous limitez à dire que vous êtes quand même parti au marché ce jour-là « parce que je devrais vendre ma marchandise » (ibidem, p. 18). Cette explication n'est cependant pas pour convaincre le Commissariat général.

Partant, nous ne pouvons croire que vous ayez été travailler tout à fait normalement ce 20 janvier 2015 en toute ignorance des problèmes qui émaillaient la capitale à ce moment-là et que vous vous soyez rendu à votre travail au Grand marché de Kinshasa alors que ce dernier était vide durant les trois jours

des manifestations. Par extension, le Commissariat général ne peut accorder de crédit à vos propos selon lesquels vous vous seriez fait arrêter en chemin vers votre travail.

Deuxièmement, vos propos concernant votre formation au camp militaire sont à ce point vagues et inconsistants qu'il n'est pas autorisé de croire que celle-ci ait jamais eu lieu.

Ainsi, invité une première fois à raconter votre première journée au camp Kibomango et à décrire le camp, vous ne répondez pas à la question et dites : « Le camp Kibomango, c'est dans la banlieue de Kinshasa, dans la commune de N'Djili » (audition du 18 avril 2016, p. 19). Vous n'ajoutez rien de plus. Une fois la question reposée, vous vous limitez à dire : « Le premier jour qu'on est arrivé là-bas, on nous a identifié et on nous a raconté quelques tâches, qu'on devrait faire à manger » (ibidem). Amené à expliquer en détail dans une question ouverte quelles étaient vos conditions de vie durant les deux mois que vous avez passé dans ce camp de formation, vous ne livrez qu'un récit succinct. Vous dites tout au plus : « Il n'y avait pas de visites. A part la formation, il n'y avait rien. Des travaux, parfois il fallait dormir. On nous a dit seulement : « Après trois mois, on vous envoie à l'est. » » (ibid., p. 21). Invité à donner plus de détails sur cette formation, vous vous limitez à dire que vous avez beaucoup raisonné durant cette période, et vous êtes dit : « Moi qui faisais mon commerce là-bas, je me retrouve dans un camp militaire pour faire des formations » (ibid.).

Vous déclarez par ailleurs avoir passé toute votre formation avec les détenus qui ont été amenés en même temps que vous (audition du 18 avril 2016, p. 20). Invité à parler de ces personnes, vous vous contentez de dire : « Avec des gens qu'on nous a annoncé qu'on allait nous battre à l'est, j'ai fait cette formation avec ces personnes et avec notre supérieur qui était là comme dirigeant » (ibid.). Vous ne savez pas dire le nombre de personnes qui participaient à la formation avec vous (ibid., p. 21). Questionné sur le nom de votre supérieur direct, vous n'êtes par ailleurs pas en mesure de fournir de réponse, vous déclarez vous souvenir uniquement du nom de la personne qui vous aurait aidé à vous échapper (ibid., p. 20). Il apparaît cependant comme incohérent que vous ne soyez pas en mesure de donner la moindre information sur les personnes avec qui vous auriez effectué votre formation militaire, ni même à donner le nom ou même le grade de votre instructeur qui vous a pourtant formé au métier de militaire durant deux mois. Confronté à ce fait, vous ne fournissez pas d'explications valables (ibid.). Vous n'êtes en outre pas en mesure de livrer un descriptif détaillé de votre formation, vous bornant à citer une série de généralités « on nous a appris à courir, à tirer, à porter des armes et tout » (ibid., p. 21). Vous restez par ailleurs en défaut d'expliquer le fonctionnement de la hiérarchie au sein de l'armée, alors même que vous étiez sensé être formé au métier de militaire.

Le manque d'informations sur votre vécu au cours de ces deux mois, sur les personnes avec qui vous auriez effectué votre formation et sur votre formation empêche par conséquent le Commissariat général de considérer cette formation de deux mois et une semaine au camp de Kibomango comme établie, ainsi que tous les événements y afférents, à savoir votre mission dans la forêt de Maluku pour y creuser des fosses. Partant, le Commissariat général ne peut croire que vous ayez jamais été recherché par vos autorités du fait de vous être échappé de ce camp militaire et d'avoir été le témoin d'un secret militaire comme vous le déclarez.

Les documents que vous versez au dossier ne sont par ailleurs pas de nature à inverser le sens de cette décision.

Vous fournissez en effet trois documents : un acte de naissance, un acte de signification d'un jugement supplétif d'acte de naissance et un certificat de non appel. Ces documents sont des éléments de preuve de votre identité et de votre date de naissance. Si votre identité n'a nullement été remise en cause par le Commissariat général, notons qu'en ce qui concerne votre date de naissance, le Commissariat général se réfère à la décision du service des Tutelles du 23 octobre 2015 relative au test médical de détermination de l'âge qui a fixé votre âge probable. Vous n'avez pas effectué de recours concernant cette décision auprès de ce service.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

La partie requérante confirme devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil ») fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'exposés dans la décision entreprise.

3. La requête

3.1. La partie requérante prend un premier moyen tiré de la violation de l'article 1er, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 en ce que le récit se rattache aux critères justifiant l'octroi de l'asile et/ou viole les articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/6, 48/7, 57/6 alinéa 2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980. Elle prend un second moyen tiré de la violation des articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en ce que sa motivation est insuffisante, inadéquate et contient une erreur d'appréciation, ainsi que « le principe général de bonne administration et du devoir de prudence ».

3.2. Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de l'acte querellé au regard des circonstances de fait propres à la cause, des pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure.

3.3. A titre de dispositif, elle sollicite du Conseil de réformer la décision querellée et en conséquence de reconnaître la qualité de réfugié au requérant ou lui octroyer la protection subsidiaire. A titre infiniment subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision attaquée.

4. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

4.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 ») en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

4.2. Le Commissaire adjoint refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante et de lui octroyer la protection subsidiaire pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

4.3. La partie requérante conteste en substance la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait de l'espèce.

4.4. Le Conseil rappelle que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

4.5. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte sur la minorité alléguée du requérant et sur la crédibilité des faits invoqués.

4.6. S'agissant de la minorité du requérant, le Conseil observe que ce dernier dépose lors de son audition devant les services du Commissaire général plusieurs documents, à savoir un acte de naissance, un acte de signification d'un jugement supplétif d'acte de naissance et certificat de non appel, mentionnant qu'il est né le 10 février 1998. Dans sa motivation, la partie défenderesse argue que *«[c]es documents sont des éléments de preuve de votre identité et de votre date de naissance. Si votre identité n'a nullement été remise en cause par le Commissariat général, notons qu'en ce qui concerne votre date de naissance, le Commissariat général se réfère à la décision du service des Tutelles du 23 octobre 2015 relative au test médical de déterminations de l'âge qui a fixé votre âge probable»*.

Le Conseil constate que la partie défenderesse n'a nullement évalué ni ne s'est prononcée sur la valeur probante de ces différents documents et qu'il ne dispose quant à lui d'aucun pouvoir d'instruction pour ce faire.

4.7. Il résulte de l'ensemble des considérations émises dans le point qui précède qu'en l'occurrence, le Conseil ne peut, en raison de l'absence d'éléments essentiels, conclure à la confirmation ou à la

réformation de l'acte attaqué sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires, pour lesquelles il ne dispose, toutefois, d'aucune compétence. En conséquence, conformément aux prescriptions des articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, précitée, le Conseil estime qu'il convient d'annuler la décision querellée et de renvoyer l'affaire au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (en ce sens également : exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du contentieux des étrangers, exposé des motifs, Doc.parl., Ch.repr.,sess.ord.2005-2006, n°2479/001, pp.95, 96).

4.8. Le Conseil précise qu'en l'occurrence, les mesures d'instruction complémentaires dévolues à la partie défenderesse devront, au minimum, répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt et souligne que lesdites mesures d'instruction n'occultent en rien le fait qu'il demeure incomber également à la partie requérante de contribuer à l'établissement des faits et à la meilleure évaluation possible du bien-fondé de leur demande de protection internationale.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 31 mai 2016 par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf septembre deux mille seize par :

M. O. ROISIN, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

O. ROISIN